

Redevabilité en matière de droit à l'avortement sécurisé au Bénin: La COJAS Bénin outille et donne des pistes

Du 11 au 13 avril 2024 s'est tenue la Rencontre Nationale sur la Redevabilité en matière de droit à l'avortement sécurisé au Bénin. L'événement, organisé par la Coalition des Jeunes pour l'Avortement Sécurisé (COJAS-Bénin) avec le soutien de ses partenaires, a réuni un parterre d'acteurs de la société civile, d'experts et de personnalités publiques.



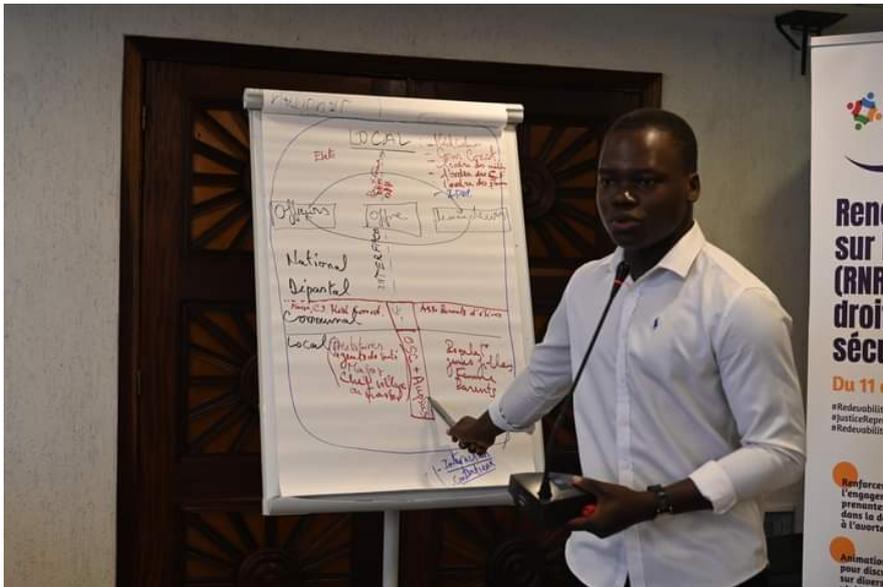
Travaux de groupe

Les discussions au cours de cette rencontre ont abordé des sujets liés à la redevabilité en matière d'IVG, les droits humains, les traditions et les cadres légaux et réglementaires. Plusieurs présentations ont été faites sur

l'approche des droits humains et de la santé publique dans le contexte de l'avortement sécurisé. Les intervenants ont souligné l'importance de garantir les droits des individus tout en assurant un accès sûr et équitable aux services d'avortement.



L'amélioration de l'outil d'évaluation des politiques publiques en matière d'avortement sécurisé a également retenu l'attention des acteurs présents. Les participants ont travaillé sur l'identification des indicateurs clés et ont formulé des questions pertinentes pour évaluer la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et d'autres aspects des services d'avortement sécurisé au Bénin.



Cette rencontre a été l'occasion pour les acteurs de la société civile, les décideurs politiques et les professionnels de la santé de collaborer et de partager leurs connaissances pour l'amélioration de l'accès aux services d'avortement sécurisé de qualité pour toutes les femmes au Bénin.



Huguette Bokpè Gnacadja, Présidente de l'INF

À noter la présence de la Présidente de l'Institut National de la Femme, Huguette Bokpè Gnacadja. Elle s'est réjouie d'avoir pris part à un rendez-vous essentiel à la suite du Dialogue Mondial de la Jeunesse. Elle s'engage dans la lutte pour un avortement sécurisé tout en clarifiant le rôle de l'Institut National de la Femme. "L'INF a un devoir d'information et non un devoir de conseiller une personne à avorter. Nous donnons un appui psychologique afin d'aider à tenir dans la prise de cette décision d'avorter", a-t-elle laissé entendre.



Kifayath Toko Chabi, Secrétaire Exécutive COJAS Bénin

En mettant fin à la rencontre nationale de la redevabilité, Kifayath Toko Chabi, Secrétaire Exécutive de la Coalition des Jeunes pour l'Avortement Sécurisé au Bénin, a exprimé sa gratitude envers les partenaires financiers et techniques, ainsi qu'envers toutes les institutions et personnes ayant contribué au succès de l'événement. Elle a souligné l'importance de renforcer l'engagement des parties prenantes dans la défense du droit à l'avortement et de mettre en place des mécanismes de redevabilité durables. La Secrétaire Exécutive de la COJAS Bénin a pour finir encouragé les participants à continuer le dialogue et l'action pour faire progresser les droits des femmes et garantir l'accès à des services d'avortement sécurisé au Bénin.



Vue d'ensemble participants

Rappelons que durant les trois jours d'intenses activités, les acteurs de la défense des Droits en Santé Sexuelle et Reproductive au Bénin ont plongé au cœur des enjeux de la redevabilité reproductive au Bénin. Ils ont eu l'occasion de collaborer à l'élaboration d'un outil d'évaluation des politiques publiques relatives à l'avortement sécurisé au Bénin. Plusieurs recommandations sont issues de cette rencontre qui a servi de cadre à explorer les défis majeurs liés à la santé sexuelle et reproductive ainsi qu'à l'IVG sécurisée.

Le succès de cette rencontre témoigne de l'engagement de la Coalition des Jeunes pour l'Avortement Sécurisé au Bénin (COJAS Bénin) pour la redevabilité en matière d'avortement sécurisé au Bénin avec l'implication active des jeunes.

Megan Valère SOSSOU